

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc continue d'entraver les négociations pour une solution

Le Maroc continue d'entraver les négociations avec le Front Polisario sous les auspices de l'ONU visant à parvenir à une solution garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, a déploré l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au Nicaragua, Suleiman Tayeb. L'ambassadeur sahraoui a, dans une déclaration samedi à l'agence cubaine Prensa Latina, rappelé qu'après son désaccord avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon en mars dernier, le Maroc a expulsé la composante civile de la Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso).

La Mission a été mise en place en 1991 afin d'assurer la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental occupé depuis 1975 par le Maroc, consultation bloquée au cours de 25 années d'existence de la force de Casques bleus.

Le référendum, a-t-il réaffirmé, est la principale mission de la Minurso dont elle porte le nom et pour laquelle elle a été créée, et son retour pour exercer ses pleines fonctions est une demande de la communauté internationale. Le responsable sahraoui a en outre affirmé que le Maroc est le seul pays dans la région qui empêche la paix en privant le peuple sahraoui de s'exprimer librement sur son avenir et violant ses droits humains, ainsi que le pillage illégal des ressources naturelles du Sahara occidental.

L'ambassadeur a appelé le Maroc à «respecter ses engagements et permettre au peuple sahraoui d'exercer librement son droit à l'autodétermination». En 1963, l'ONU a inscrit le Sahara occidental sur sa liste des territoires non-autonomes et il y figure toujours. Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale de l'ONU a réaffirmé le «droit inaliénable» du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été envahi par le Maroc en 1975 après que l'Espagne s'y fut retirée.

ÉGYPTE

Six détenus condamnés à 7 ans de prison pour la mort d'un Français en cellule

Six détenus ont été condamnés hier à sept ans de prison en Égypte accusés d'avoir battu à mort un Français en 2013 dans la cellule d'un commissariat, la défense et la famille de la victime accusant, eux, les policiers. Eric Lang, 49 ans, qui enseignait le français en Égypte, est décédé après avoir été violemment battu le 13 septembre 2013, alors qu'il était détenu depuis une semaine dans un commissariat du Caire, après avoir été arrêté dans la rue parce qu'il n'avait pas de pièce d'identité et que son passeport, apporté plus tard aux policiers, ne portait pas de visa de séjour valide, selon les autorités. Selon l'acte d'accusation, il aurait été roué de coups par six codétenus dans sa cellule. Ces six hommes ont été déclarés coupables de «coups ayant entraîné la mort» hier par un tribunal du Caire, selon un verdict lu par un greffier. Ils ont été condamnés à sept ans de prison. Les avocats des condamnés, qui entendent faire appel, ont remis en cause, lors de leurs plaidoiries, la version de l'accusation, affirmant que l'autopsie ayant démontré qu'il a été battu à mort avec une barre de fer et un câble électrique, ce meurtre ne pouvait être que l'œuvre des policiers ou au moins avec leur complicité et consentement. La mère et la sœur d'Eric Lang, elles aussi, remettent en cause la version officielle. Elles ont déposé plainte contre deux commissaires de police et le ministre égyptien de l'Intérieur notamment pour «séquestration» et «non-assistance à personne en danger», sans résultat pour l'heure.

La police égyptienne est régulièrement accusée par les organisations internationales et égyptiennes de défense des droits de l'Homme de torturer et tuer des détenus.

SYRIE

Plus de 300 morts dans des combats entre groupes armés

Plus de 300 personnes ont été tuées dans de violents combats qui opposent depuis une vingtaine de jours des groupes armés rivaux pour le contrôle d'une ville près de Damas, a affirmé dimanche une ONG syrienne basée à Londres et proche de l'opposition.

Les combats dans la Ghouta orientale, à l'est de la capitale syrienne, opposent d'une part le groupe armé Jaich al-Islam, et d'autre part, une alliance entre Faylaq al-Rahmane, une faction terroriste et le Front Al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie. «Plus de 300 rebelles des deux bords, en plus de dix civils, ont péri au cours des affrontements pour le contrôle de la Ghouta depuis le 28 avril», a indiqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel

Rahmane. Plusieurs localités de la Ghouta, le plus important fief de la rébellion dans la province de Damas, sont assiégées par les forces gouvernementales syriennes.

Parmi les civils tués figurent un enfant et un médecin, identifié comme Nabil Al-Daas et qui était le dernier gynécologue spécialiste dans l'infertilité dans cette région, toujours d'après l'OSDH. Les habitants de la Ghouta avaient manifesté plusieurs fois pour protester contre ces combats entre rebelles.



Photo : DR

Le profond conflit qui secoue la Syrie depuis mars 2011 a fait plus de 270 000 morts et déplacé des millions de personnes.

YÉMEN

37 morts dans 2 attentats revendiqués par Daesh

Le groupe terroriste Daesh a signé hier au Yémen un nouvel attentat-suicide de qui a fait 31 morts et 62 blessés parmi des recrues de la police dans une région du sud-est du pays qui était jusqu'à récemment la chasse gardée d'Al-Qaïda.

Après avoir échappé à cet attentat, le chef de la police de la province du Hadramout, le général Mubarak Al-Oubthani, a été légèrement blessé dans un deuxième attentat à l'explosif devant son bureau où six de ses gardes du corps ont trouvé la mort, selon une source de la sécurité. Le général Oubthani était sorti indemne tôt hier lorsqu'un kamikaze avait actionné sa ceinture d'explosifs parmi des dizaines de jeunes rassemblés dans un centre de recrutement de la police à Fuwah, dans la banlieue sud-ouest de Moukalla, chef-lieu du Hadramout, a indiqué un responsable provincial à l'AFP. Au total, 31 recrues ont été tuées et 62 blessées dans cet attentat, selon des sources médicales qui ont révisé à la hausse un premier bilan de 25 morts et 60 blessés. Daesh, de plus en plus actif dans le sud du Yémen, a indiqué qu'un de ses combattants, identifié comme étant Abou Al-Baraa Al-Ansari, avait mené l'action suicide contre «les apostats des forces de sécurité, faisant environ 40 morts et des dizaines de blessés» à Fuwah. Il s'agit de la deuxième opération revendiquée dans ce sec-

teur par Daesh qui n'avait pas auparavant fait acte de présence dans la vaste province du Hadramout, l'un des principaux bastions d'Al-Qaïda, fortement implantée depuis une vingtaine d'années dans le sud du Yémen. Jeudi, Daesh avait revendiqué une attaque meurtrière contre l'armée yéménite à Khalf, à l'est de Moukalla, où trois attentats-suicides à la voiture piégée avaient fait, selon un responsable militaire, au moins 15 morts.

Hier, des soldats ont tiré, sans la toucher, sur une voiture soupçonnée d'être conduite par un kamikaze près d'une caserne à Khalf, mais le conducteur a réussi à prendre la fuite, selon une source de sécurité. Daesh donne l'impression de prendre le relais d'Al-Qaïda à Moukalla depuis que les forces gouvernementales, appuyées par une coalition arabe, ont réussi le 24 avril à reprendre cette grande ville portuaire que les combattants d'Al-Qaïda contrôlaient depuis un an. Les terroristes de Daesh et d'Al-Qaïda ont profité de la guerre qui oppose depuis mars 2015 les forces loyalistes aux rebelles chiites Houthis, alliés aux partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, pour intensifier leurs actions dans le sud et le sud-est du Yémen. Les forces gouvernementales, soutenues par une coalition arabe sous commandement saoudien, peinent à rétablir la sécurité dans les provinces et les villes du sud, reconquises l'été dernier. Les attaques, revendiquées ou attribuées à des groupes terroristes, contre

des symboles de l'Etat se sont multipliées ces derniers mois dans ces régions, dans une apparente tentative d'entraver les efforts du gouvernement de remettre sur pied l'armée et les forces de sécurité. En avril, vingt recrues de l'armée avaient été tuées dans une embuscade tendue par des terroristes dans la province d'Abyane, voisine de celle du Hadramout. Et en février, un attentat revendiqué par Daesh avait fait 14 morts dans un centre de formation de l'armée à Aden, la grande ville du sud.

Le Yémen est en proie au chaos depuis l'entrée en septembre 2014 dans la capitale Sanaâ de rebelles Houthis. Des pourparlers de paix, engagés le 21 avril sous l'égide de l'ONU, se poursuivent à Koweït sans aucune percée significative vers un règlement. Le conflit a fait plus de 6 400 morts, 30 000 blessés et 2,8 millions de déplacés.

Le fossé reste grand entre les délégations du gouvernement et des rebelles, qui s'accusent mutuellement de ne pas respecter une trêve, violée constamment depuis son entrée en vigueur le 11 avril à l'initiative de l'ONU. Lors d'un point de presse hier, le médiateur de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, s'est dit «optimiste» sur l'issue des pourparlers, admettant toutefois qu'il restait «des questions difficiles» à régler. «Le problème, c'est de parvenir à un accord politique clair», a-t-il dit, ajoutant : «La balle est désormais dans le camp des négociateurs.»

TURQUIE

La police empêche la tenue d'un congrès d'opposants de droite

La police turque a empêché hier des dissidents d'un parti de l'opposition de droite de se réunir pour destituer son chef historique, Devlet Bahceli, à la suite du sérieux revers de la formation lors des dernières élections.

Les membres dissidents du Parti de l'action nationaliste (MHP) avaient prévu de se réunir dans un hôtel d'Ankara, mais ils se sont heurtés à leur arrivée à des barricades de la police, déployée avec des canons à eau dans le secteur, selon un photographe de l'AFP sur place.

Les quatre principaux dissidents, dont l'ancien ministre de l'Intérieur Meral Aksener, étaient arrivés dans une même voiture pour montrer leur unité, escortés de centaines de voitures de leurs partisans.

Les dissidents avaient lancé une campagne pour déloger M. Bahceli, 68 ans, à la suite de la

défaite du parti lors des élections législatives de novembre au cours desquelles il avait perdu la moitié de son électorat, obtenant 40 sièges dans le Parlement de 550 membres contre 80 lors des élections précédentes cinq mois plus tôt.

M. Bahceli, à la tête du MHP depuis 19 ans, avait déclaré en janvier que le prochain congrès du parti se tiendrait en 2018, laissant entendre qu'il resterait à sa tête jusque-là.

Mais plus de 500 membres de ce parti ont signé une pétition réclamant la tenue d'un congrès extraordinaire pour changer de direction.

«Personne ne devrait se frotter les mains. Ce sont les congrès du parti, et non les chefs, qui auront le dernier mot», ont affirmé les quatre dissidents dans une déclaration conjointe, près des barricades de la police. Des membres du parti, agitant des drapeaux turcs,

étaient massés près de l'hôtel, scandant «Bahceli, démissionne!».

Un changement de direction pourrait faire regagner au parti les voix des jeunes électeurs, aux dépens de l'AKP du Président Recep Tayyip Erdogan.

Tout comme celui de l'AKP, l'électorat du MHP est notamment constitué par les Turcs conservateurs des régions d'Anatolie et de la mer Noire.

Même si le MHP a rompu avec les manifestations de rue meurtrières qui faisaient la triste réputation de ses «Loups gris» dans les années 1970 et 1980, son électorat reste viscéralement attaché à la défense du «caractère turc».

Le MHP est ainsi catégoriquement opposé à toutes discussions de paix entre le gouvernement et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).